

LA FORMATION SOCIALE SAKALAVA DANS LES RAPPORTS MARCHANDS : POUR L'INTRODUCTION DE LA DIMENSION HISTORIQUE DANS LES ÉTUDES D'ANTHROPOLOGIE ÉCONOMIQUE

Emmanuel FAUROUX

Mission O.R.S.T.O.M. Apartado Postal 099B - Quito (Équateur)

Vers 1970, les divers groupes Sakalava qui peuplent la côte Ouest de Madagascar offraient à l'investigation anthropologique et économique un objet de choix. Ils avaient été bien étudiés et minutieusement décrits, dans la 2^e moitié du xix^e siècle, par les grands voyageurs-explorateurs qui préparaient l'expansion coloniale française, puis par les militaires-ethnologues qui contribuèrent à la mise en place des nouvelles structures administratives, enfin, dans les premières années du xx^e siècle, par des missionnaires norvégiens et des administrateurs coloniaux férus d'ethnologie.

Mais ces auteurs décrivaient une réalité qui, depuis longtemps, a cessé d'exister : celle du royaume Sakalava, avant les transformations brutales qui suivirent l'implantation des structures économiques coloniales. Le prestige mérité dont jouissaient le plupart de ces auteurs, Guillain, Grandidier, Douliot, Birkeli, Fagereng, le capitaine Rey, Russillon..., a largement contribué à maintenir le mythe que ces descriptions sont encore utilisables pour l'analyse de la société Sakalava. Il fallut attendre les très importants travaux accomplis par des chercheurs de l'O.R.S.T.O.M., OTTINO et LAVONDÈS, pour que l'on commence à entrevoir le vide de la connaissance actuelle. Malgré leur valeur, ces travaux entrepris à l'extrême Sud de l'aire géographique Sakalava, laissaient un champ énorme à l'investigation.

De plus, les transformations actuelles des populations Sakalava posent un problème grave qui demande une solution urgente : ces groupes sont engagés dans un processus de décadence rapide caractérisé par un recul démographique (les Sakalava ont un taux de natalité sensiblement plus faible que celui des autres groupes ethniques de Madagascar) et

territorial (ils paraissent se résigner à l'intrusion d'immigrants, leur abandonnant souvent leurs meilleures terres de culture). Ils offrent par ailleurs un exemple tout à fait frappant d'inadaptation aux conditions imposées par l'économie moderne. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant que d'ambitieuses opérations de développement ont été entreprises en plein cœur du pays Sakalava.

Vers 1970, la plupart des responsables paraissent résignés à ne s'appuyer que sur les groupes d'immigrants non Sakalava.

L'étude de la formation sociale Sakalava présentait enfin un problème théorique particulièrement intéressant. On admet généralement que, dans les sociétés « traditionnelles », la résistance à la pénétration des rapports marchands et des formes modernes d'organisation économique, provient de la cohérence des structures sociales héritées du passé. On considère généralement que les progrès de l'économie marchande doivent avoir pour préalable un processus de « libération » des individus par rapport aux structures lignagères. L'observation, même hâtive, de la société Sakalava suggère l'existence d'un phénomène anormal : la coexistence d'une décomposition brutale de la société traditionnelle et de barrages extrêmement efficaces opposés à la pénétration des rapports marchands.

Les explications apportées jusqu'ici au phénomène du « repli » Sakalava étaient particulièrement faibles, presque toujours en terme pseudo-psychologiques, se référant à la paresse innée, à l'inconscience, voire au goût pour l'alcool et à la sensualité des Sakalava. De tels arguments apparaissent encore — parfois en filigrane — dans des études par ailleurs fort sérieuses.

1. L'anthropologie économique participante

Un premier repérage de la morphologie sociale et des formes actuelles de l'activité économique dans la zone choisie nous laissa une impression de profond chaos : nous vîmes une multitude de types de terroirs, des villages éclatés en multiples hameaux, de gros villages agglomérés, des zones où les rapports Sakalava-immigrants étaient tellement étroits qu'il était malaisé de distinguer les uns des autres, certaines au contraire, où la séparation était drastique... Même le fameux repli Sakalava ne nous parut pas aussi net qu'on ne l'admet généralement : nous rencontrâmes des Sakalava métayers sur des concessions étrangères, d'autres salariés temporaires pour le compte d'« opérations »...

Il nous apparut donc nécessaire de procéder par étapes.

D'abord, en préparant une description ordonnée de la situation actuelle à partir d'un inventaire méthodique, village par village, des phénomènes étudiés.

Ensuite, en effectuant pour chacun des principaux types décrits une étude monographique classique fondée sur les méthodes de l'observation participante en vue de comprendre, dans leur réalité concrète, les principaux mécanismes de fonctionnement et de transformation.

1.1. L'INVENTAIRE SYSTÉMATIQUE

Au cours des 3 premiers mois de l'enquête, nous avons parcouru systématiquement, village par village, la région étudiée. Nous avons pu ainsi visiter directement 80 villages et recueillir des informations indirectes précises sur une trentaine d'autres, ce qui correspond à environ 90 % du total des villages de la zone.

Dans chacun des lieux d'enquête, nous réunissions notables et chefs de famille en vue d'obtenir un large éventail d'informations portant sur :

— les traditions de fondation et de déplacement du village ;

— les vagues d'immigration et d'émigration qui modifièrent la structure du peuplement au cours des 30 dernières années ;

— la morphologie sociale actuelle (1) ;

— l'articulation avec l'extérieur (2) ;

— les problèmes divers ressentis comme importants par la communauté : conflits de terre, conflits d'irrigation, vols de bœufs, difficultés diverses...

Cet inventaire devait se révéler décevant dans la mesure où il ne permettait pas d'arriver à un petit nombre de types simples.

En croisant ces différents critères, on aboutissait à un nombre de types à peine inférieur au nombre des villages enquêtés ! On voyait, par contre, se dessiner certaines sous-zones relativement homogènes. En schématisant quelque peu, nous en avons distingué trois :

— la moyenne et basse vallée de la Maharivo, caractérisée par une dominance des activités de type traditionnel (élevage encore important par rapport à l'agriculture, nette majorité de population Sakalava, villages anciens), les caractéristiques traditionnelles étant plus marquées vers l'amont ;

— l'interfluve où l'élément humain s'est trouvé complètement remanié au cours des 40 dernières années : les Sakalava autochtones ont été submergés par des vagues successives d'immigrants Antaisaka ou Betsileo, et même de Sakalava venus du Sud ; les structures foncières ont été bouleversées par l'attribution d'importantes concessions à la colonisation étrangère ; là-aussi, l'évolution est moins accusée vers l'amont ;

— la périphérie de la ville de Morondava où dominent les activités salariées détachées de l'agriculture et où la population sakalava ne demeure plus que sous forme de traces dans un petit nombre de vieux villages qui ont complètement perdu leurs caractéristiques originales.

Dans la première de ces zones, nous avons choisi un gros village traditionnel Sakalava, un gros village pluri-ethnique de fondation plus récente et un ensemble de micro-villages associés à une importante concession européenne.

Dans l'interfluve nous nous sommes limités à la zone concernée par l'opération qui était alors la plus importante de la région, l'orangerie de Bezezika (un vieux village traditionnel transformé par l'opération et des micro-villages d'immigrants temporaires Sakalava).

A la périphérie de Morondava, enfin, nous avons

(1) Ce thème recouvrant les principaux sous-thèmes suivants :

Clans et lignages représentés avec le nombre de cases correspondant, existence de représentants de ces mêmes clans et lignages dans les villages voisins, localisation approximative et nombre des « campements » de bœufs dépendant du village, répartition de l'habitat entre les divers groupes ethniques, description sommaire du terroir, localisation des pâturages...

(2) C'est-à-dire, entre autres, les sous-thèmes suivants :

Lieux où les villageois ont coutume de se salarier ou de travailler comme métayers, marchés fréquentés, partie de la production commercialisée, nom des intermédiaires venant acheter sur place, communes, locaux...

retenu un ensemble de 3 villages suburbains, les seuls de la zone conservant une population Sakalava non négligeable.

1.2. OBSERVATION PARTICIPANTE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ SAKALAVA ACTUELLE

Dans chacun des villages choisis, nous avons pu demeurer pour des durées variant de 1 à 3 mois. Nous n'interrompons cependant pas les contacts au terme de ces quelques semaines de séjour : nous revenons, à intervalles irréguliers pour visiter nos meilleurs informateurs et nous tenir au courant des événements survenus depuis notre dernier séjour. Nous avons pu ainsi suivre de très près la vie quotidienne de la dizaine de villages choisis, pendant une période variant de 1 à 2 ans.

Notre attention se concentrait sur un petit nombre de problèmes fondamentaux :

- les relations de production à l'intérieur de la communauté villageoise,

- les prestations de travail fournies par les villageois, hors de la communauté,

- les circuits d'échanges (monétaires ou non) internes et externes,

- les formes de consommation (budgets de ménages, consommation cérémonielle),

- les formes de différenciation économique et leur expression quotidienne,

- le fonctionnement des structures lignagères et claniques à partir de 2 indicateurs principaux : les généalogies et les activités cérémonielles,

- les formes de structuration sociale se fondant sur une base non familiale.

Nous étions mus par 2 principes méthodologiques :

le 1^{er} consistait à

- accumuler l'information sur les thèmes choisis de façon complète et minutieuse en privilégiant l'observation directe par rapport aux entretiens et questionnaires. Nous avons été frappés, en effet, par la mauvaise qualité de l'analyse que les Sakalava font de leur propre société et par l'insuffisance de leurs descriptions des tâches les plus routinières.

le 2^e principe consistait à

- distinguer nettement la description de l'interprétation, dans la crainte que le choix prématuré d'hypothèses d'explications n'imposât une sélectivité inconsciente de la description.

Par ailleurs, la méthode choisie ne présentait d'autre originalité que de faire une part très large à l'étude détaillée des généalogies, en vue d'éclairer le contenu de la notion actuelle de clan et de lignage, en apportant, en outre, des précisions sur les migrations Sakalava à l'intérieur de la région et sur les schémas familiaux d'organisation des rapports de travail.

Au terme de cette entreprise qui dura presque deux ans, le bilan présentait de nombreux aspects positifs.

Nous apportions une description inédite de l'économie Sakalava de la région, mettant en lumière une diversité tout à fait inattendue de la combinaison des activités productives. Nous donnions des éléments précis pour contribuer à l'analyse du déclin de l'élevage Sakalava. Nous démontrions certains des mécanismes techniques qui interdisent à l'agriculture Sakalava de dégager un surplus significatif.

Surtout, nous apportions une vision nouvelle de la morphologie sociale Sakalava, en contradiction avec les idées héritées des ethnographes d'avant 1930 : la notion de clan n'est plus qu'un concept de référence, les lignages sont en voie d'atomisation, mais selon un processus très inégalement avancé ; la dégradation des cérémonies familiales est totale. A l'inverse, on voit s'esquisser des tentatives de restructuration sociale sous la forme de parentés fictives (parenté à plaisanterie, ou formes de parenté symbolique dans lesquelles on inclut voisins et partenaires sociaux réguliers) et sous la forme d'institutions qui ont permis la normalisation de rapports inter-ethniques autrefois fortement conflictuels. Les villages tendent à se restructurer sur des schémas nouveaux : les « campements » de bœufs ont largement disparu, les gros villages ont entamé un processus continu de croissance, les anciens micro-villages mobiles n'ont cependant pas disparu, mais ne sont plus guère habités que par des Sakalava implantés depuis peu dans la zone.

Cependant, en réponse aux questions initiales, le bilan demeurait profondément négatif. Pourquoi, cette transformation et cette diversification de l'économie Sakalava ? Pourquoi ce déclin de l'élevage ? Certainement pas par manque de pâturages, puisque de vastes espaces sous-peuplés demeurent au Sud et au Nord de la région. Pourquoi cette dégradation accélérée de l'organisation lignagère ? Le changement de l'activité économique ne la justifie nullement, puisque les rapports de production liés à l'agriculture supposent des formes de coopération plus larges que dans l'activité pastorale. Pourquoi l'agriculture Sakalava est-elle si peu efficiente si on la compare à celle des immigrants Betsileo ou Antaisaka ? Cela tient-il uniquement à leur passé d'éleveur et à l'absence de traditions agricoles ? Mais, en deux générations il n'aurait pas dû être si difficile d'acquérir des techniques somme toute fort rudimentaires. Pourquoi les Sakalava recherchent-ils aussi peu à se salarier ou à s'employer comme métayers alors que leur niveau de vie est particulièrement bas et leur manque d'argent chronique ?

Ces questions sans réponse inclinent dangereusement à élaborer, de nouveau, des hypothèses d'explication psychologisantes. La clé du problème ne

résiderait-elle pas dans un ensemble de traits culturels dépréciant l'effort physique? En demeurant à ce niveau d'analyse (qui est malheureusement celui de nombreuses études d'Anthropologie Économique) l'échec de l'investigation aurait été à peu près total, renforçant les fausses analyses et la pseudo-connaissance déjà largement diffusées.

Dès l'origine nous avons senti l'intérêt d'une orientation historique de notre étude, mais nous la concevions plutôt comme un simple complément visant surtout à décrire le mode de production traditionnel. Nous pensions la fonder presque exclusivement sur le recueil de traditions orales.

Le déroulement de l'étude devait nous amener à changer radicalement cette perspective.

2. L'étude historique de la Formation Sociale Sakalava

2.1. LES TRADITIONS ORALES SAKALAVA DANS LA RÉGION DE MORONDAVA

Les traditions proprement historiques étant déjà fort bien connues (travaux de GUILLAIN, GRANDIDIER, FAGERENG...), nous voulions concentrer nos investigations dans trois directions :

— l'histoire économique (histoire des techniques et de leurs transformations, histoire des formes d'organisation de la production et des échanges...),

— l'histoire des migrations et du peuplement (à travers traditions de fondation des villages, traditions de clans et généalogies),

— l'histoire des rapports cérémoniels et de leurs transformations.

Nous avons appris, lors d'expériences antérieures, que les informations les plus riches sur ces thèmes proviennent de contes et légendes, de biographies d'ancêtres, d'autobiographies de vieillards.

Les résultats de cette recherche dans la région de Morondava furent totalement décevants : la mémoire généalogique ne remontait pas à plus de deux ou trois générations ; les détails concernant les conditions de vie de parents et grands-parents se révélaient d'une extrême indigence et nous ne pûmes recueillir aucun conte original, seulement quelques mythes très frustes, et d'ailleurs déjà connus, relatif aux origines de la monarchie Sakalava. L'histoire de la colonisation se résumait à de pauvres anecdotes sur la brutalité de tel colon ou l'avarice de tel usurier indien.

Nous n'avons compris qu'à la longue les raisons d'une telle indigence. Elle est liée aux particularités de l'histoire du peuplement de la région. Les groupes nobles et de haut statut, principaux détenteurs des traditions, ont été expulsés en deux temps, d'abord lors de la conquête Merina, après 1834, ensuite, et

surtout, avec la colonisation française qui incita les détenteurs de grands troupeaux à fuir devant les tracasseries administratives et la fiscalité. Après 1930, il ne reste plus dans la région que des groupes de très bas statut, anciens dépendants ou roturiers pauvres, et les groupes de « marginaux », immigrants non-Sakalava, en provenance du Sud, ou anciens esclaves usurpant le statut lignager libre. Ces groupes en première approximation, peuvent faire illusion : ils portent le nom de clans connus, ils affirment l'ancienneté de leur statut... Mais ils ne sont les dépositaires d'aucune tradition, même généalogique, puisque l'origine sociale des ancêtres demeure inavouable. De plus — et cela est vrai même dans les lignages de haut statut — l'éclatement des lignages en micro-segments a provoqué une brutale régression des fonctions idéologiques et religieuses des chefs de lignage. Les rituels se sont uniformisés et simplifiés ; les processus de fragmentation permettent à des hommes jeunes (souvent moins de 40 ans) d'accéder à une charge qu'il fallait autrefois attendre toute une vie et mériter par un savoir au-dessus du commun, fruit d'une lente et complexe initiation.

Enfin, il faut tenir compte du fait que la majeure partie des innovations ont eu pour origine l'imitation d'immigrants non-Sakalava. Cette imitation a été beaucoup plus le résultat d'une lente imprégnation que d'une décision consciente et datable. Les Sakalava sont donc le plus souvent totalement incapables de décrire ces phénomènes d'innovation ou de les situer dans le temps.

2.2. L'HISTOIRE ÉCRITE

Les témoignages écrits de ces observateurs professionnels que furent les grands explorateurs du XIX^e siècle permettent, mis bout à bout, d'esquisser une description sans doute fort complète du mode de production traditionnel. La méthode n'est pas parfaitement rigoureuse puisque la plupart des témoignages concernent une époque où la société Sakalava avait déjà dû s'adapter à la colonisation Merina. Les témoignages sont cependant suffisamment précis pour distinguer les apports Merina du fonds Sakalava. Quelques documents d'Archives malgaches aident d'ailleurs à cette reconstitution, notamment les rapports des gouverneurs Merina en poste sur la côte Ouest de Madagascar.

C'est pourtant la richesse inattendue des Fonds français d'Archives concernant Madagascar qui allait nous permettre de surmonter les impasses dans lesquelles semblait engagée notre recherche. Ces documents portent principalement sur :

— la traite pré-coloniale (Archives du port de Lorient),

— la conquête militaire (Archives de l'État-Major de l'Armée de Terre à Vincennes),

— la colonisation française, politique, administrative et économique (Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, Archives de l'ancien Ministère des Colonies, rue Oudinot à Paris...).

Notre connaissance vécue du pays, des lieux décrits et, parfois même, des personnes mentionnés dans les documents les plus récents, nous a permis de tirer un profit maximum de ces données.

3. L'apport de l'étude historique

Avec une description du mode de production traditionnel, l'étude historique nous a permis de voir

apparaître toutes les phases successives de l'articulation entre la société Sakalava et l'extérieur. Ainsi, progressivement, se sont dessinées les principales clés d'explication démontrant la cohérence du comportement Sakalava.

3.1. LA DESCRIPTION DU MODE DE PRODUCTION TRADITIONNEL

Toute l'activité économique et sociale était organisée en fonction des bœufs. Les déplacements du troupeau commandaient l'occupation de l'espace et les activités économiques secondaires. L'agriculture, notamment, se pratiquait le plus souvent sur les brûlis forestiers destinés à créer des pâturages. La terre, en quantité pratiquement illimitée n'était appropriée que collectivement et temporairement, les droits du groupe ne s'exerçant que pendant l'occupation effective. Les tâches agricoles étaient en grande partie réservées aux esclaves et aux femmes, tandis que les hommes libres se consacraient aux tâches socialement importantes, c'est-à-dire la protection armée du troupeau et l'organisation de razzias, pour capturer les deux principaux éléments constitutifs de la richesse : bœufs et esclaves. La guerre se présentait ainsi comme le mode principal de génération du surplus. Elle donnait lieu aux formes les plus élaborées de coopération et figurait, avec les soins à donner au troupeau, au premier rang des préoccupations collectives.

Hors la guerre, il n'existait qu'une forme d'entraide réellement importante et institutionnalisée, celle destinée à la construction du parc à bœufs, chaque fois que le groupe changeait de résidence. Ce parc, aux dimensions souvent imposantes, puissamment défendu, symbolisait la puissance de la communauté et de son chef, et était édifié avec la participation — au moins symbolique — de tous les membres du groupe.

La coopération agricole n'avait pas cette importance. La principale culture, celle du maïs sur brûlis, ne comportait que des tâches techniquement rudimentaires, principalement l'abattage de quelques

arbres en vue de favoriser la propagation de l'incendie. Un petit nombre d'esclaves y suffisait, tant la forêt de l'Ouest est vulnérable au feu. La production d'un surplus agricole n'était pas recherchée. D'une part, en effet, les produits agricoles n'étaient pas inclus dans les circuits cérémoniels, d'autre part, la fréquence des déplacements du groupe n'incitait pas à la constitution de stocks importants. D'ailleurs, la pénurie n'était guère redoutée car la forêt toujours proche offrait d'innombrables possibilités pour la cueillette, la chasse ou le piégeage. On ne cessait d'ailleurs jamais d'y recourir même en période de prospérité.

Les groupes territoriaux avaient pour ossature des rapports de parenté, la plupart de leurs membres appartenant à un même clan ou à un petit nombre de clans alliés. Mais les règles de filiation demeuraient très souples de sorte que malgré une légère dominance des traits patrilinéaires, il est plus exact de parler de système à filiation indifférenciée, puisque, dans la pratique, les gens se réclamaient, selon l'opportunité, du clan de leur père ou de celui de leur mère. Ces groupes restaient d'ailleurs très ouverts aux non-parents avec lesquels pouvaient être établis des liens d'alliance matrimoniale ou de parenté fictive.

La dimension des groupes territoriaux variait entre deux limites assez rapprochées liées à la taille du troupeau : le troupeau ne devait pas être trop important, car il devenait alors exagérément vulnérable ; dans ce cas on avait tendance à le scinder en plusieurs parcs déterminant autant d'unités de résidence alliées mais distinctes ; à l'inverse, un troupeau trop réduit ne pouvait entretenir un nombre d'hommes suffisant pour assurer une protection efficace contre les bandes de pillards.

La morphologie des groupes était fluctuante à l'extrême. Les villages ne restaient pas longtemps sur le même emplacement ; on changeait de résidence chaque fois que des maladies ou des décès laissaient supposer que le lieu avait cessé d'être bénéfique, délai qui correspondait sans doute à peu près à la nécessité technique de changer de terroir. Au village, les effectifs étaient rarement réunis car il existait un essaim de campements de deux ou trois cases, disséminés dans la brousse au gré de l'errance des troupeaux. De plus, les processus de segmentation intervenaient avec beaucoup de facilité, sans s'accompagner nécessairement de situations conflictuelles. À l'inverse, des groupes distincts pouvaient très facilement s'agglomérer pour la réalisation d'une tâche déterminée — une opération militaire le plus souvent — ou plus durablement si le besoin s'en faisait sentir.

La notion de communauté villageoise n'avait pas dans ce contexte une grande signification. Le groupe territorial était l'association d'un petit nombre de segments lignagers se déplaçant ensemble, résidant — lors des périodes sédentaires — dans des

hameaux rapprochés ou dans un village unique, et reconnaissant l'autorité d'un même chef politique.

Chaque clan, ou plutôt chaque lignage au sein d'un groupe territorial avait — et a toujours — à sa tête un *Mpiloka hazomanga*, l'aîné de la lignée aînée, dont les attributions étaient principalement d'ordre cérémoniel ; à ce titre, il contrôlait la gestion du troupeau. Le groupe — tous lignages réunis — avait un chef politique, généralement le *Mpiloka* du clan le plus puissant. Il ne prenait ses décisions qu'avec l'accord des autres *Mpiloka* du groupe. Il était, de plus, entouré de « conseillers » divers, souvent des sorciers, des devins ou, simplement, des gens qui jouissaient de sa confiance, parfois même des esclaves affranchis. Les divers chefs étaient inscrits dans des rapports complexes de vassalité-suzeraineté et d'alliances horizontales, expression des rapports généalogiques et de l'histoire du clan.

Pour fonctionner correctement, le groupe avait absolument besoin de disposer d'une richesse suffisante en esclaves et en bœufs. Un groupe sans esclaves se trouvait confronté à de redoutables problèmes pour assurer sa survie car la nécessité de se livrer aux tâches domestiques et agricoles diminuait son aptitude à une mobilisation militaire permanente, de sorte que, très souvent, un groupe sans esclaves était lui-même voué à l'esclavage, à moins qu'il n'ait eu la possibilité de se rallier à un groupe de parents ou d'alliés moins défavorisés. Mais, c'est surtout la dimension du troupeau qui jouait un rôle essentiel dans la reproduction du groupe : les bœufs servant de contrepartie à la circulation des femmes, permettaient à la fois la reproduction physique du groupe et la perpétuation des formes de la hiérarchisation sociale. Dans la société Sakalava pré-coloniale, il n'y avait pas, à proprement parler de dot versée au moment du mariage : c'est la naissance des enfants qui déterminait le versement d'une contrepartie par le lignage paternel. Une application simple des lois de l'offre et de la demande permettait aux clans riches d'offrir plus lors de cérémonies liées à la naissance et de se voir ainsi accorder la préférence. Ce système permettait la polygamie des clans les plus riches, mais aussi, en assurant l'importance numérique des clans riches et donc leur puissance militaire, il permettait de reproduire à l'infini l'infériorité des clans pauvres. Sur le plan idéologique, ces inégalités de statut s'exprimaient par tout un système d'institutions fort complexes car résultant d'alluvions historiques, les plus récentes s'ajoutant aux plus anciennes sans entraîner leur destruction. La division en castes est l'un de ces éléments. Ces hiérarchies s'exprimaient par l'organisation — dans les clans puissants — de cérémonies particulièrement fastueuses au cours desquelles étaient sacrifiés des bœufs dont la rareté tenait à la couleur exceptionnelle de la robe ; statistiquement, de telles bêtes ne

pouvaient se rencontrer en nombre suffisant que dans les plus grands troupeaux.

Le roi, le clan royal, constituaient le sommet de la pyramide des richesses et du prestige. Ils étaient propriétaires du troupeau le plus nombreux. Il leur était donc possible d'obtenir autant d'enfants qu'il le désiraient puisque les « dots » qu'ils offraient étaient inégalées. La dimension du troupeau royal, et donc de son pouvoir, était directement liée à sa puissance militaire. C'est cette puissance qui faisait du roi le pôle de forces centripètes, car la soumission à l'institution monarchique était, pour les habitants du Menabe, la garantie de razzias fructueuses, permettant l'accumulation d'un surplus en bœufs et en esclaves. L'adhésion au système monarchique était ainsi l'une des clés de la reproduction du système lignager, du maintien et du renforcement du statut social.

À la source de cette puissance, il y eut, initialement, l'importance quantitative du groupe entourant le roi. Ce facteur quantitatif était évidemment déterminant à une époque où la technique guerrière se limitait au maniement de la sagaie. Mais, plus tard, avec le développement du commerce de traite, des armes à feu commencèrent à circuler dans le pays apportant à ceux qui les garantissaient une supériorité incontestée sur les unités politiques locales, permettant le pillage des groupes insoumis et des populations vivant en bordure du territoire royal.

La logique des mécanismes de la traite posait cependant de redoutables problèmes. Le système, en effet, contraignait à se procurer toujours plus d'esclaves et de bœufs afin d'attirer les navires des traitants et d'obtenir les armes si nécessaires au maintien de la suprématie militaire. Pendant la période de l'expansion Maroserana l'écrasement des groupes pré-Maroserana, du Sud au Nord du Menabe, avait permis un approvisionnement d'autant plus facile que ces groupes étaient généralement de faible dimension et inorganisés. Mais il n'était pas possible de rançonner à l'infini des sujets, d'ailleurs peu nombreux. Il devint donc nécessaire d'organiser des expéditions hors des frontières. Il fallut aller jusqu'aux confins de l'Imerina, puis au-delà, heurtant ainsi de front la redoutable puissance de la monarchie Merina en pleine expansion. Lorsque le butin était obtenu, il fallait ensuite le ramener sur de longues distances à travers des contrées mal connues et hostiles. On se heurtait ainsi à une sorte de loi des rendements décroissants applicable aux opérations de razzias.

Dès lors, le système commença à fonctionner laborieusement. D'autant plus qu'au cours du XIX^e siècle la traite changea peu à peu de nature, principalement à cause de l'interdiction du trafic des esclaves qui contraignit à rechercher de nouvelles formes d'échange à partir de nouveaux types de

surplus ; caoutchouc, riz, bois, cire, orseille commencent à prendre de l'importance ; ces produits étaient beaucoup plus difficiles à contrôler de façon centralisée que les produits de razzias accessibles seulement à une puissance militaire. Ainsi, le monopole royal sur la traite devint de moins en moins réel, de nombreux chefs locaux souhaitant prendre leur part des profits. Le pouvoir royal eut ainsi de plus en plus de difficultés à s'imposer sur son propre territoire. Les succès militaires étant moins certains face à des adversaires dotés eux aussi d'armes à feu et de munitions, les vassaux ne se laissèrent plus mobiliser avec la même facilité, surtout si leur implantation territoriale était éloignée de la résidence royale.

Après la conquête d'une partie du royaume Sakalava par les rois d'Imerina, l'institution monarchique est en crise profonde. De fortes contradictions opposent les clans nobles à un pouvoir royal qui n'a plus les moyens de s'imposer sans discussion. Le réseau complexe des liens historiques de vassalité est remis en question dans son ensemble. L'unité du pays n'existe plus.

Pourtant, la reproduction du système lignager n'était pas gravement remise en cause par la crise de l'institution politique. On assiste simplement à une tendance à la régression vers l'anarchie politique qui caractérisait le pays avant l'avènement de la monarchie. Rien ne venait sérieusement compromettre la permanence des institutions lignagères, même si chaque groupe pris isolément se trouvait dans une situation plus incertaine.

La situation nouvelle créée par l'intrusion coloniale allait avoir des conséquences beaucoup plus importantes sur la structure de ces rapports.

3.2. LA DESCRIPTION DES CONSÉQUENCES DE LA SITUATION COLONIALE

L'analyse historique de l'articulation entre la société Sakalava et le système colonial amène à la découverte d'un certain nombre de clés qui permettent de reconstituer les principaux éléments du puzzle.

1. La situation coloniale a suscité le développement d'une agriculture Sakalava en imposant une série de contraintes qui ne laissaient d'autre alternative que cette forme d'adaptation ou l'exil vers le Nord. Le choix entre ces deux solutions s'est opéré selon un clivage social très net : exode vers le Nord des clans nobles et à haut statut, adaptation sur place des autres.

2. Les conditions qui ont présidé au développement de l'agriculture Sakalava n'ont pas permis à celle-ci de déboucher sur un quelconque processus d'accumulation. En particulier, il n'y a pas eu de possibilité de passage d'un surplus agricole à une accumulation en bœufs.

3. L'insuffisance de l'accumulation en bœufs a interdit la reproduction normale des institutions claniques et lignagères sur le modèle traditionnel, ce qui a eu pour conséquence secondaire de rendre de plus en plus difficile le recours aux formes de coopération élargie requises par l'agriculture. Le développement de celle-ci s'en est trouvé sérieusement freiné.

4. Si l'agriculture Sakalava ne permet pas de dégager un surplus significatif, elle n'en permet pas moins la reproduction physique des individus sur une base acceptable. Dans ces conditions, l'insertion dans les rapports marchands n'offre aucun intérêt pour les Sakalava : socialement elle ne sert à rien et elle ne constitue même pas une condition nécessaire à la survie.

3.2.1. Les conditions du passage à un mode de production à dominante agricole.

Vers 1915, un véritable boom sur les pois du Cap suscita un brutal engouement pour les terres alluviales situées dans les plaines d'inondation des fleuves de la région. En quelques années, on passa, presque sans transition, d'une situation de disponibilité illimitée en terres à une situation dans laquelle les candidats agriculteurs, immigrants Betsileo et Antaisaka, se livraient à de fortes surenchères pour accéder à certaines terres. Les communautés villageoises Sakalava jouissaient de droits théoriques sur toutes ces terres et virent apparaître, brusquement, une importante rente foncière potentielle. Le problème se posait schématiquement de la façon suivante : de forts contingents d'immigrants arrivaient dans le pays et repéraient les zones où la culture de pois du Cap serait possible. Presque toujours celles-ci étaient en friches. Les propriétaires traditionnels jouissaient de droits tout à fait flous car il n'y avait jamais eu de véritable mise en valeur, mais généralement une simple utilisation comme terre de parcours pour le bétail. Le rapport de force ne jouait pas en faveur des immigrants qui acceptèrent presque toujours les conditions qui leur étaient imposées. Avant le boom, les propriétaires traditionnels ne se manifestaient généralement pas ou attribuaient gratuitement les terres demandées après l'établissement de liens de fatidra. (1) Après le boom, la situation changea radi-

(1) Fraternité de sang.

calement. La fiscalité était devenue lourde pour les Sakalava dans un pays où la monnaie était extrêmement rare. Pour les Sakalava le métayage devenait, dans ces conditions une solution évidente, d'autant plus facile à mettre en œuvre que les immigrants, se faisant entre eux une forte concurrence, proposaient eux-mêmes cette solution tout à fait courante dans leur pays d'origine.

Deux formules furent généralement pratiquées. Lorsque les terres étaient en friches, la redevance à fournir au propriétaire se limitait au 1/3 de la récolte pendant les premières années. Si la terre était immédiatement utilisable la redevance atteignait la moitié de la récolte. Certains accords de gré à gré concernaient la fourniture de semences et d'outils. Quand celle-ci n'était pas effectuée par le bailleur — c'était le cas le plus fréquent — ce dernier s'engageait souvent à payer une partie ou la totalité de l'impôt dû par son métayer.

L'attrait de gains faciles ne tarda pas à éveiller la convoitise d'une petite et moyenne colonisation étrangère (européenne et indienne) qui, par la simple utilisation de la nouvelle législation foncière, parvint à s'approprier massivement les meilleures terres autrefois Sakalava.

Beaucoup parmi les lignages Sakalava ainsi expropriés, préférèrent alors migrer vers le Nord où les troupeaux importants parvenaient encore à trouver d'abondants pâturages. Les groupes les plus pauvres en bœufs préférèrent rester sur place. Pour faire face au besoin d'argent lié à une fiscalité devenue plus tracassière et aux achats de produits importés devenus indispensables, les Sakalava se résignant difficilement à vendre une partie de leurs troupeaux — indispensables au maintien de leur statut social — n'eurent d'autre alternative que de devenir eux-mêmes agriculteurs. Ils le firent soit en se plaçant comme métayers de colons sur les terres qui leur appartenaient auparavant, soit en mettant en valeur les terres de seconde qualité dédaignées par la colonisation.

Cette soudaine conversion à l'agriculture ne devait pas aller sans problèmes. L'abolition de l'esclavage, au début de l'ère coloniale, avait révolutionné les rapports de production, scindant les Sakalava en deux catégories, d'une part les anciens hommes libres, propriétaires de bœufs et peu enclins à se livrer à des tâches agricoles ; d'autre part, les anciens dépendants, démunis de troupeaux, mais familiers des techniques agricoles pré-coloniales. Ces dernières, telles le maïs sur brûlis forestiers, étaient cependant fort différentes des techniques culturales utilisées pour les pois du Cap et la riziculture irriguée. De la sorte, pour les deux catégories, l'adaptation fut difficile. Le problème majeur semble avoir résidé dans la nécessité de définir des formes de coopération qui

n'existaient pas dans le système de production traditionnel.

Dans l'ensemble, ce démarrage d'une agriculture Sakalava sédentaire s'effectua dans de fort mauvaises conditions ; l'inexpérience des Sakalava en matière de technique agricole, la persistance d'une idéologie ne valorisant pas, loin de là, le travail agricole, l'inadéquation des formes traditionnelles de coopération se prêtant mal aux nouveaux types de culture sont autant de raisons qui contribuent à expliquer ces difficultés.

Dans le même temps l'élevage Sakalava subissait un déclin brutal pour toute une série de raisons inexorables qui apparaissent nettement dans la « partie économique » des Rapports d'administrateurs coloniaux ; régression des zones de libre pâturage devant les progrès de l'agriculture, vente d'une partie du troupeau pour faire face au besoin de monnaie, recrudescence des vols de bœufs émanant notamment d'immigrants Antandroy experts dans cet art, épizooties, persistance d'habitudes cérémonielles provoquant des hécatombes, alors que les sources traditionnelles de renouvellement des troupeaux (pillage aux marges du royaume Sakalava) s'étaient tariées pour toujours...

3.2.2. *L'impossibilité de déboucher sur une accumulation en bœufs à partir des activités agricoles.*

Les conditions imposées à l'agriculture Sakalava ne lui permettaient d'espérer de surplus significatif que de façon tout à fait exceptionnelle : terres de seconde zone, techniques rudimentaires mal assimilées, absence totale d'encadrement, désastres écologiques liés à une mise en valeur désordonnée, impossibilité de recruter de la main-d'œuvre en quantité suffisante en raison de l'éclatement des groupes de parenté et de la rareté de la monnaie qui interdisait de recourir à des salariés...

L'éventuel surplus subissait une série de ponctions drastiques du fait de son insertion dans des réseaux de commercialisation dont la complexité et l'organisation oligopolistique débouchaient sur une exploitation éhontée des paysans.

L'impôt et certaines habitudes de consommation se chargeaient de désagréger les faibles sommes d'argent encore disponibles au terme de ces processus. Or, sur le marché, les bœufs offerts étaient rares en raison de leur fonction sociale. Rares, donc chers. Dans ces conditions, il était impossible, sauf circonstance tout à fait exceptionnelle, de compter sur les revenus de l'agriculture marchande pour modifier de façon sensible la taille d'un troupeau. Ces cas exceptionnels concernent les tous premiers esclaves affranchis ou fugitifs qui surent produire du riz à l'époque où cette denrée était encore très rare et

payée fort cher. Or, à cette même époque, les bœufs saisis par l'armée coloniale furent souvent vendus aux enchères. La plupart des gens étant alors totalement démunis de monnaie, les quelques riziculteurs qui avaient vendu leur produit à bon prix purent ainsi acquérir d'importants troupeaux. L'occasion ne reparut plus par la suite.

3.2.3. *Rareté des bœufs et crise des institutions claniques et lignagères.*

L'existence d'un troupeau lignager aux dimensions réduites implique qu'il ne sera pas possible d'assurer la continuité des rites. Confrontés à ce difficile problème, les lignages Sakalava de la région de Morondava ont réagi de deux manières.

D'abord, de très nombreuses tentatives ont été effectuées pour élargir, au niveau horizontal, entre gens de statut équivalent, les alliances entre groupes et individus. Il s'agit de la solution la plus conservatrice, qui vise à constituer un grand troupeau à partir de plusieurs petits, afin de respecter d'aussi près que possible les règles imposées par la tradition.

On assista ainsi à une intense réactivation des anciennes alliances à plaisanterie et à de multiples tentatives pour établir des alliances nouvelles, à partir notamment de la « fraternité de sang ». Les chefs de lignage jouèrent alors un rôle considérable pour tenter de sauver ce qui, dans les règles cérémonielles, pouvait encore l'être. Ils défendaient par la même occasion, l'essentiel de leur fonction sociale. Ces tentatives ont permis de retarder les échéances, sans les éluder cependant.

Par ailleurs, les lignages les plus démunis en bœufs, et tous ceux qui n'ont pu développer leurs alliances horizontales, ont dû se résigner à modifier les règles cérémonielles traditionnelles devenues inapplicables. La plupart des groupes Sakalava du delta se sont très tôt rangés à cette solution qui tend à se généraliser depuis 1950. Cette évolution a conduit à l'uniformisation et à la diminution des prestations cérémonielles. Lorsqu'il fallut organiser des cérémonies sans que l'on puisse présenter au sacrifice les bêtes dotées des caractéristiques requises, on s'en tira — et on s'en tire encore — en prononçant lors des invocations, un certain nombre de paroles d'excuse destinées à susciter l'indulgence des ancêtres. Pour l'ensemble des cérémonies dont nous avons été le témoin, le « tarif » des prestations fut toujours le même : un bœuf de couleur de robe quelconque. L'ostentation n'a plus de place dans cette ambiance de rareté.

L'échec des tentatives Sakalava pour la constitution d'un processus d'accumulation en bœufs, a été aussi l'échec des chefs de lignage dans leur tentative de reproduire leur propre pouvoir. Dès l'instant, en

effet, où les règles cérémonielles se trouvent simplifiées à l'extrême, la fonction véritable du chef de lignage perd toute consistance. Avec les accommodements désormais admis, un troupeau d'une douzaine de têtes suffit à assurer l'autonomie cérémonielle d'un groupe. Dès que quelques ménages parviennent à accumuler ce maigre capital, ils peuvent s'affranchir sans dommages de l'autorité de leur chef et se constituer en segment indépendant. Les chefs n'ont aucun moyen pour s'opposer à ces velléités d'indépendance.

Dans une étude sur 122 « lignages », nous avons constaté que 85 d'entre eux comptent moins de 6 ménages, 25 en ont entre 7 et 10, 12 seulement ont 11 ménages ou plus (à l'époque pré-coloniale, un lignage comptait en moyenne une cinquantaine de ménages).

Les conséquences de cette situation sont considérables.

— Elles ont suscité une crise profonde des rapports de production. En effet, l'atomisation des groupes lignagers en micro-segments commença à intervenir à un moment où, pour d'autres raisons, les Sakalava ne pouvaient plus éviter de devenir eux-mêmes des agriculteurs ; à un moment, par conséquent où il importait de pouvoir recourir à des formes élargies de coopération. L'entraide lignagère ne permettait plus de faire face aux tâches culturelles les plus importantes.

— La crise des rapports de production a rendu nécessaire la réorganisation des rapports sociaux sur une nouvelle base. D'une part, on a vu se renforcer la cohésion des communautés locales sur des bases non familiales avec, en particulier, le développement d'une catégorie autrefois très secondaire, celle des *Mpilongo* (par extension, on appelle *Mpilongo* tous les non-parents avec lesquels on entretient des relations suivies, de voisinage par exemple). D'autre part, les relations inter-ethniques qui, après 1930, avaient pris un caractère nettement conflictuel, ont tendu à se normaliser avec la mise en place d'une institution, les *dinam-pokonolona*, destinées à régler sur des bases équitables, les conflits surgissant entre les divers groupes.

3.2.4. *Agriculture Sakalava et reproduction physique des individus.*

L'agriculture Sakalava ne donne pas de brillants résultats. Il faut de plus en plus d'efforts, dans des conditions de plus en plus pénibles, pour obtenir la simple satisfaction des besoins les plus essentiels. La productivité moyenne du travail des Sakalava régresse ainsi d'année en année, sans que leur prétendue paresse atavique soit en cause. Il ne semble pas y avoir d'amélioration sensible à attendre. Les remarquables aménagements prévus dans la région profiteront peu aux Sakalava piètres agriculteurs et

minoritaires dans le delta. Ils risquent fort au contraire, de voir leur niveau de vie régresser alors que celui des immigrants concernés par les aménagements prévus subira une progression sensible, de sorte que leur dépendance à l'égard de ces derniers risque de devenir réelle.

Cependant, la Formation Sociale Sakalava parvient à se reproduire.

Le recul de l'agriculture marchande qui a caractérisé les vingt dernières années, a permis une sensible diminution de la pression sur les terres. Les colons abandonnent leurs concessions et ne réagissent que mollement aux tentatives de squattérisation. Les immigrants arrivent aussi nombreux qu'autrefois, mais ils cherchent plus rarement à s'implanter comme agriculteurs-marchands, préférant travailler comme salariés pour le compte des organismes publics ou para-publics qui dirigent les « opérations » de développement. Ils n'aggravent donc pas sensiblement la pression sur les terres disponibles.

A l'heure actuelle, un Sakalava qui désire cultiver trouve presque toujours dans les environs de sa résidence une terre immédiatement utilisable, mais, d'une part elle est d'une piètre valeur agronomique, d'autre part elle appartient à quelqu'un dont il faudra accepter de devenir le métayer.

L'insertion dans les rapports marchands n'est donc pas une nécessité absolue : il est possible pour un Sakalava de la région de Morondava de vivre dans des conditions de très large auto-subsistance.

L'acceptation des conditions de l'agriculture commerciale signifie pour le Sakalava l'acceptation de prélèvements exorbitants sur un surproduit qui ne peut être que fort réduit. Notre étude des budgets de ménage de Sakalava salariés de l'orangerie de Bezezika, démontre d'autre part, que la faiblesse des salaires versés ne permet ni d'augmenter sensiblement le niveau de vie, ni, *a fortiori*, de déboucher sur un quelconque processus d'accumulation (l'épargne moyenne mensuelle d'un salarié Sakalava est de 335 francs malgaches, alors que le prix d'un bœuf varie entre 7 et 15000 FMG).

Conclusion

Comprendre la logique du comportement d'un groupe social ou ethnique, c'est en dernière instance, comprendre la logique de transformation et d'adaptation de la Formation Sociale à laquelle appartient ce groupe.

En schématisant à l'extrême, l'axe de la reproduction de toute Formation Sociale tourne autour du contrôle de la circulation du surproduit au profit de certains sous-groupes.

Il y a une logique interne du fonctionnement d'une formation sociale résultant du jeu « normal » des

contradictions que suscite ce mode spécifique de circulation du surproduit. Tout « contact » avec l'extérieur donne l'occasion à ces contradictions internes de se développer sous des formes originales. Par exemple, dans la société Sakalava traditionnelle, une importante contradiction provient du fait que les groupes de bas statut ont un accès difficile aux femmes, c'est-à-dire à leur propre reproduction. L'incitation à sortir du système est forte pour cette catégorie sociale et n'est contrariée que par l'existence de mécanismes de répression idéologique et, surtout, par la perspective de gains faciles qu'apporte la puissance militaire de la monarchie. En cas d'affaiblissement de cette dernière, le fragile équilibre « traditionnel » laisse la place à de fortes tendances centrifuges.

C'est très schématiquement ce qui s'est produit pour les Sakalava de la région de Morondava. Les groupes de bas statut ont été les premiers à collaborer économiquement avec les envahisseurs Merina et Français. En effet, l'exode des nobles vers le Nord avait rendu caducs les anciens mécanismes de redistribution et rien ne s'opposait, désormais, à ce que les anciens clans non-nobles acquièrent un statut envié à travers la constitution de plus grands troupeaux de bœufs. Il y avait là, en germe, le succès de l'articulation entre l'économie marchande et une partie de la formation Sakalava. L'échec eut sa source dans les exigences démesurées d'une colonisation qui, dans la région, prit des formes purement parasitaires et, en procédant à des prélèvements excessifs, rendit illusoire tout espoir d'accumulation chez des Sakalava mal placés dans la compétition économique en raison de leur mauvaise adaptation à l'agriculture.

Il est clair que la compréhension de ces mécanismes n'est pas possible sans une orientation historique de l'investigation. Mais ce recours à l'histoire peut être sélectif. Le temps historique est inégalement déterminant. Pour comprendre les potentialités actuelles du groupe Sakalava, il n'est nullement nécessaire d'aller très loin dans l'histoire de la traite sur la côte Ouest aux XVII^e et XVIII^e siècles. Des documents pour une telle étude existent (à la Bibliothèque nationale, par exemple), mais ils n'intéressent que fort peu l'anthropologue économique. Celui-ci a seulement besoin de comprendre clairement et de décrire le rôle de la traite dans le fonctionnement normal de la société traditionnelle et dans la logique de sa transformation.

Par contre, la période 1898-1940, qui voit la mise en place de la colonisation économique est absolument fondamentale pour la compréhension de la situation actuelle. Elle mérite toute la minutie et tous les raffinements d'investigation qu'autorisent les sources disponibles.

Parmi de nombreuses implications de la méthode historique, il est utile de signaler qu'elle s'accommode

assez mal d'une limitation trop contraignante dans l'espace. Il serait évidemment absurde de limiter la recherche de documents à tel village ou à telle vallée. Il ne l'est pas moins — bien que cela soit moins évident — de n'envisager qu'une région au sein d'un ensemble plus vaste. Nous avons été contraint de le faire, pour des raisons matérielles, mais la perte d'information nous paraît telle que nous pensons, un jour prochain, revenir sur ce thème afin de lui donner tous les développements qui paraissent réalisables. En d'autres termes, il nous paraît important d'effectuer un jour l'étude historique de la formation sociale Sakalava, dans son ensemble, tout au long de la côte Ouest afin de mesurer la significa-

tion de l'évolution différentielle des divers rameaux issus du même tronc. Le matériel pour une telle étude est déjà largement disponible avec les travaux déjà publiés ou en cours de publication de OTTINO, LAVONDÈS, S. CHAZAN, B. SCHLEMMER, J. LOMBARD, J. F. BARÉ..., L'interprétation théorique des différences d'évolution qui apparaissent chez ces divers auteurs permettrait enfin de donner sa véritable mesure aux efforts considérables de recherche qui, depuis une quinzaine d'années, se sont déployés sur la côte Ouest de Madagascar.

*Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M.
le 17 novembre 1976.*